



BADEA

Banque arabe
pour le développement
économique
en Afrique



**20
25**



LE RÔLE DE LA BANQUE ARABE POUR
LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE
**DANS LE SOUTIEN AU
SECTEUR PRIVÉ ET AU
COMMERCE EN AFRIQUE**

ENSEMBLE POUR AFRIQUE



Clause de non-responsabilité :

Le présent rapport a été préparé par le personnel de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (la Banque). Il est précisé que l'ensemble des résultats, interprétations et conclusions qui y figurent ne reflètent pas nécessairement les opinions de la Banque, de son Conseil d'administration ou des gouvernements qu'ils représentent.

La Banque ne garantit pas l'exactitude des données contenues dans ce rapport. En outre, les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur toute carte incluse dans le présent rapport ne traduisent aucune opinion de la Banque quant au statut juridique d'un territoire quelconque, ni ne constituent une reconnaissance ou une acceptation de ces frontières.

Aucune disposition du présent rapport ne saurait être interprétée comme constituant une limitation ou une renonciation aux privilèges et immunités dont jouit la Banque, lesquels demeurent expressément réservés et intégralement maintenus.



BADEA en Bref



Création

La Banque arabe pour le développement économique en Afrique a été créée en vertu d'une décision du sixième Sommet arabe tenu à Alger le 28 novembre 1973. La Banque a commencé ses activités en mars 1975.



Identité institutionnelle

La Banque est une institution financière appartenant à dix-huit États arabes membres de la Ligue des États arabes ayant signé son Accord de création le 18 février 1974. Elle constitue une institution internationale indépendante, dotée de la pleine personnalité juridique internationale et jouissant d'une totale autonomie dans les domaines administratif et financier. Elle est régie par les dispositions de son Accord de création et par les principes du droit international.



Mandat

La Banque a été créée dans le but de renforcer la coopération économique, financière et technique entre les régions arabe et africaine et de concrétiser la solidarité arabo-africaine fondée sur les principes d'égalité et d'amitié. Afin d'atteindre cet objectif, la Banque a été chargée de ce qui suit :

- Participer au financement du développement économique dans les pays africains.
- Encourager la contribution des capitaux arabes au développement dans les pays africains
- Contribuer à fournir l'assistance technique nécessaire au développement de l'Afrique.



Notre vision:

Être une plateforme de coopération économique arabo-africaine au service du développement.



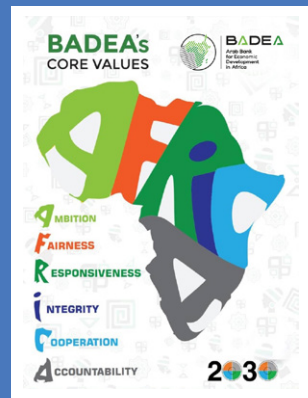
Notre mission:

Promouvoir la coopération économique arabo-africaine à travers l'assistance financière, l'investissement et l'appui technique.



Nos valeurs:

La Banque considère que le système de valeurs est étroitement lié au comportement institutionnel et qu'il se reflète dans le renforcement de ses relations avec ses clients et ses partenaires. Le système de valeurs de la Banque englobe tout ce qui concerne l'Afrique : l'ambition, l'équité, la réactivité, l'intégrité, la coopération et la responsabilité.



Les quatre axes prioritaires de la Stratégie 2030 de la Banque



Investir dans les infrastructures afin de promouvoir l'inclusion, l'industrialisation et l'innovation.



Développer la chaîne de valeur agricole pour l'autonomisation.



Renforcer le commerce et développer le secteur privé afin de stimuler la croissance et créer des emplois.

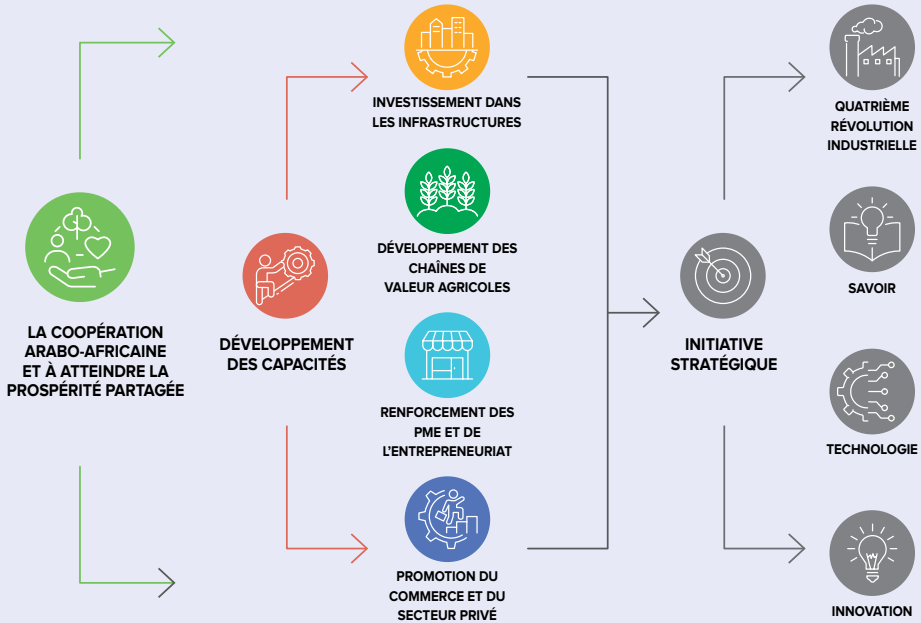


Développer les petites et moyennes entreprises et l'entrepreneuriat.







Le développement des capacités a été adopté comme facteur habilitant transversal pour l'ensemble des domaines prioritaires d'intervention.

Cadre de mise en œuvre de la Stratégie 2030 de la Banque :








Total des transferts financiers aux pays africains (de 1975 à 2025)

Type d'opération	Nombre d'opérations	Volume du financement (millions de dollars américains)
 Projets de développement du secteur public	777	9 060
 Opérations dans le secteur privé	77	2 455
 Opérations de financement du commerce	94	6 729
 Opérations de développement des capacités	1 023	266
TOTAL	1 971	18 510



Transferts financiers selon les domaines prioritaires de la stratégie :

Domaine prioritaire de la stratégie	Nombre d'opérations	Transferts financiers (millions de dollars américains)	%
 <p>Investissement dans les infrastructures afin de promouvoir l'inclusion, l'industrialisation et l'innovation</p>	466	5 791	31%
 <p>Développement de la chaîne de valeur agricole pour l'autonomisation</p>	270	2 201	12%
 <p>Renforcement du commerce et développement du secteur privé afin de stimuler la croissance et créer des emplois</p>	171	9 184	50%
 <p>Développement des petites et moyennes entreprises et de l'entrepreneuriat</p>	41	1 068	6%
 <p>Développement des capacités</p>	1023	266	1%
TOTAL	1.971	18.510	100%



Notation de crédit de la Banque



En 2025, l'agence internationale de notation Standard & Poor's a relevé la notation de la Banque arabe à AA+ avec perspective stable, plaçant ainsi la Banque parmi les institutions multilatérales de développement les mieux notées au monde, ce qui reflète le renforcement de ses fondamentaux financiers et sa résilience institutionnelle. L'Agence japonaise de notation de crédit (JCR) a également confirmé la notation de la Banque arabe à AAA avec perspective stable, soutenue par la solidité de sa situation financière, ses pratiques prudentes de gestion des risques et le soutien solide de ses actionnaires. De son côté, Moody's a maintenu la notation de la Banque à Aa1 au cours de l'année, sans nouvelle action de notation, confirmant ainsi la robustesse de sa position de crédit.

Pris dans leur ensemble, les résultats de ces notations pour l'année 2025 confirment l'adéquation du capital de la Banque, la haute qualité de ses actifs et sa gestion rigoureuse de la liquidité. Ils mettent également en évidence la capacité accrue de la Banque à mobiliser des ressources à des conditions favorables, à élargir son accès aux marchés des capitaux et à orienter les investissements arabes vers des initiatives de développement transformationnelles à travers l'Afrique subsaharienne. La solidité de la position de crédit de la Banque arabe renforce sa réputation en tant que partenaire de développement fiable, solidement capitalisé et capable de fournir des financements efficaces et abordables dans l'ensemble de la région.

Certifications ISO



En 2024, conformément à l'engagement de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique en matière de responsabilité sociale et à ses efforts soutenus pour réduire les impacts négatifs sur l'environnement et la société résultant de ses activités internes et des projets de développement qu'elle finance, la Banque a mené avec succès l'audit annuel de ses systèmes de qualité, de responsabilité sociale et de gouvernance d'entreprise.

La Banque a obtenu les certifications ISO 37000 (gouvernance d'entreprise) et ISO 26000 (responsabilité sociale), ainsi que la certification ISO 14001 (management environnemental), ce qui atteste de son engagement en faveur des normes de durabilité et de la protection de l'environnement. Elle a également renouvelé ses certifications ISO 9001 (management de la qualité), ISO/IEC 20000-1 (management des services des technologies de l'information) et ISO/IEC 27001 (management de la sécurité de l'information), avec des recommandations visant à mettre à jour ces certifications vers leurs versions les plus récentes et à en étendre le champ d'application à d'autres départements de la Banque.



INTRODUCTION

Malgré les turbulences mondiales, les pays bénéficiaires de la BADEA ont maintenu une résilience constante depuis 2022. La croissance régionale est passée de 3,2 % en 2022 à 3,7 % en 2024 et devrait atteindre 4,1 % en 2025, avant de progresser encore à 4,4 % en 2026 et à 4,7 % en 2027. Cette tendance haussière reflète l'effet cumulé du dynamisme démographique, des mesures de réforme ayant renforcé la stabilité macroéconomique, ainsi que de la poursuite de la résilience malgré les pressions sur le financement et la volatilité des prix des produits de base. La croissance varie sensiblement selon les sous-régions. Les pays bénéficiaires du COMESA devraient enregistrer une croissance de 5,8 % en 2025, soit un niveau légèrement supérieur à celui de l'année précédente. Les pays de l'EAC-5 devraient connaître une expansion de 5,6 %, tandis que la croissance de la CEDEAO devrait ralentir à 4,4 %. Les pays de la SADC demeurent le groupe à la croissance la plus faible, avec 2,9 %, mais ils affichent une amélioration par rapport à 2024.

L'Afrique n'est plus considérée simplement comme le foyer du milliard de personnes les plus pauvres du monde, mais comme un marché dynamique de plus de 1,3 milliard d'habitants, doté d'une influence économique croissante. Le produit intérieur brut du continent est actuellement estimé à environ 3,4 billions de dollars américains, reflétant une croissance soutenue, un dynamisme démographique et des réformes économiques continues.

Alors que l'Afrique s'impose comme l'un des pôles majeurs de la croissance mondiale, des opportunités importantes se dessinent pour libérer son potentiel productif, renforcer la coopération régionale et élargir les investissements dans les infrastructures, l'énergie et la technologie. Les stratégies ambitieuses mises en œuvre à travers le continent visent à doubler la taille de son économie au cours de la prochaine décennie, portées par la transformation structurelle et l'urbanisation rapide.

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) constitue la pierre angulaire de cette transformation, en intégrant l'Afrique dans un marché unique - le plus vaste du monde en nombre de pays participants. Il est attendu que la ZLECAf transforme profondément le paysage économique africain en réduisant les barrières commerciales, en renforçant le développement industriel et en facilitant la circulation des biens, des services et des capitaux.



Perspectives de croissance du secteur privé dans les pays d'Afrique subsaharienne et opportunités de financement

L'existence d'un secteur privé fort et dynamique est essentielle pour réaliser un développement durable et réduire la pauvreté, en particulier dans les pays en développement, où le secteur privé fournit neuf emplois sur dix. À ce titre, il constitue le pilier d'un marché du travail durable et d'une répartition plus équitable des revenus au sein de la population. Les entreprises et institutions privées conduisent des initiatives telles que l'investissement dans les infrastructures, les partenariats de recherche et développement, les plateformes d'échange de connaissances, le transfert de technologies et le partage de compétences. Ces initiatives permettent aux pays de stimuler et d'accélérer le développement, d'accroître la productivité et de créer des emplois grâce au renforcement des compétences et au progrès technologique.

Après plusieurs années de flux relativement modestes, les investissements directs étrangers en Afrique ont atteint environ 97 milliards de dollars américains en 2024, marquant une reprise notable et un niveau record, en partie grâce à des opérations majeures de financement de projets et aux efforts de facilitation de l'investissement à travers le continent. Malgré la volatilité des flux mondiaux d'investissement - les économies en développement ayant enregistré en 2023 leur niveau le plus faible d'investissements directs

étrangers depuis près de deux décennies - l'Afrique a réussi à accroître son attractivité pour les capitaux étrangers, même si ces flux restent concentrés dans un nombre limité d'économies majeures.

Toutefois, l'accès au financement demeure un obstacle majeur pour le secteur privé africain. Des difficultés persistent dans la mobilisation de financements privés suffisants et de long terme, tandis que la limitation des aides et des financements d'investissement orientés vers le développement des entreprises privées freine la croissance. Alors que les niveaux historiques d'aide destinée au secteur privé sont restés inférieurs aux moyennes mondiales - une part importante de l'aide publique au développement continuant d'être orientée vers les projets publics plutôt que vers l'investissement privé - d'importants déficits de financement subsistent, limitant la capacité des entreprises à se développer, à innover et à rivaliser sur les marchés régionaux et internationaux.

Ce déficit de financement met en évidence la nécessité urgente d'accélérer le développement du secteur privé par l'élargissement de l'accès au crédit, le renforcement des marchés financiers et le développement de mécanismes de partage des risques. Le ralentissement relatif, voire la stagnation, des prêts bancaires traditionnels et du financement de projets pour les petites et moyennes entreprises constitue à la fois un défi et une opportunité pour les institutions de financement du développement et les prêteurs commerciaux, qui peuvent ainsi élargir la gamme de solutions financières adaptées aux besoins spécifiques du secteur privé sur le continent.



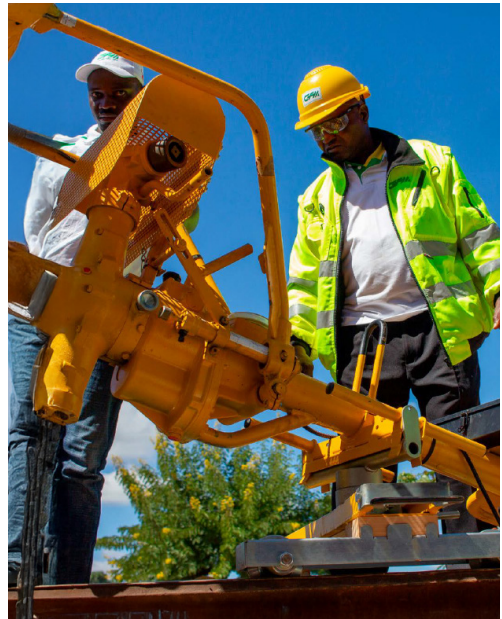
“Après plusieurs années de flux relativement modestes, les investissements directs étrangers en Afrique ont atteint environ 97 milliards de dollars américains en 2024, marquant une reprise notable et un niveau record, en partie grâce à des opérations majeures de financement de projets et aux efforts de facilitation de l'investissement à travers le continent.”

1 UNCTAD/PRESS/PR/2025/007 Africa: Foreign Investment Hit Record High in 2024

2 WB - Press Release - June 16, 2025 FDI Flows to Developing Economies Drop to Lowest Level Since 2005

Les opportunités suivantes peuvent renforcer le développement du secteur privé en Afrique subsaharienne:

1. **Potentiel de croissance économique:** L'Afrique subsaharienne figure parmi les régions connaissant la croissance la plus rapide au monde, et le secteur privé joue un rôle crucial dans la stimulation de la croissance économique par l'investissement, l'innovation et la création d'emplois.
2. **Abondance des ressources:** La région est riche en ressources naturelles, notamment les minerais, le pétrole et les ressources agricoles. La participation du secteur privé à l'extraction et à la transformation de ces ressources peut contribuer de manière significative au développement économique.
3. **Développement des infrastructures:** Le secteur privé peut jouer un rôle important dans le développement des infrastructures, notamment dans les domaines de l'énergie, des transports et des télécommunications. Ces investissements sont essentiels pour soutenir une croissance économique durable et renforcer la compétitivité.
4. **Population jeune:** La région dispose d'une population jeune importante, susceptible de constituer un dividende démographique si elle est correctement mobilisée. Le secteur privé peut créer des emplois et contribuer au développement des compétences nécessaires pour exploiter ce potentiel.
5. **Amélioration de l'environnement des affaires:** De nombreux pays d'Afrique subsaharienne s'emploient à améliorer leur environnement des affaires en mettant en œuvre des réformes visant à réduire les obstacles bureaucratiques, simplifier les réglementations et renforcer la confiance des investisseurs.
6. **Technologie et innovation:** L'adoption des technologies et de l'innovation progresse dans la région. Le secteur privé, en particulier dans l'industrie technologique, possède la capacité de stimuler le progrès et de créer de nouvelles opportunités d'emploi.
7. **Intégration régionale:** Les efforts visant à renforcer l'intégration et la coopération régionales contribueront à créer un environnement plus favorable au secteur privé. Cela inclut des initiatives visant à harmoniser les politiques commerciales, améliorer la connectivité des infrastructures et faciliter l'investissement transfrontalier.
8. **Stratégies de diversification économique:** De nombreux pays africains s'emploient à diversifier leurs économies afin de réduire leur dépendance aux secteurs traditionnels tels que l'agriculture et les ressources naturelles. Le secteur privé - notamment dans les domaines de l'industrie manufacturière, des services et des technologies - joue un rôle central dans ce processus.



9. **Petites et moyennes entreprises:** Les PME constituent un élément essentiel du secteur privé en Afrique, contribuant de manière significative à l'emploi et au développement économique. Les gouvernements et les organisations internationales mettent en œuvre des initiatives visant à soutenir leur croissance à travers l'accès au financement, le renforcement des capacités et la création de liens avec les marchés.
10. **Agriculture et agro-industrie:** L'agriculture demeure le secteur dominant dans de nombreuses économies africaines. La participation du secteur privé aux activités agro-industrielles - notamment la transformation, la création de valeur et l'exportation - est considérée comme un moteur majeur du développement rural et de la réduction de la pauvreté.
11. **Opportunités d'investissement:** L'Afrique suscite un intérêt croissant de la part des investisseurs nationaux et étrangers. Le secteur privé a enregistré des investissements dans des domaines tels que les télécommunications, l'énergie, les infrastructures et la technologie financière. Ces investissements sont essentiels pour soutenir la croissance économique et le développement.

Toutefois, le secteur privé en Afrique fait face à plusieurs défis, notamment des obstacles réglementaires, la corruption, un accès insuffisant au financement et un environnement des affaires souvent complexe. L'instabilité politique et les préoccupations sécuritaires dans certaines régions peuvent également constituer des risques pour les activités du secteur privé.



Financement de la Banque en faveur du secteur privé et du commerce

Financement du secteur privé

La Banque contribue au financement du secteur privé dans les pays bénéficiaires à travers des lignes de crédit accordées aux banques ainsi qu'aux institutions nationales et régionales de financement du développement, afin qu'elles les rétrocèdent pour le financement de sous-projets relevant du secteur privé. La Banque participe également au financement de projets du secteur privé dans le cadre de prêts syndiqués, en coopération avec des institutions de financement du développement, pour soutenir des projets du secteur privé dans divers secteurs.

Afin de continuer à renforcer le rôle du secteur privé par la mise à disposition de ressources financières supplémentaires, le Conseil des gouverneurs de la Banque a adopté le Programme de financement du secteur privé, conformément à sa décision n° (6) de l'année 2014. Le programme a été lancé au début du septième plan quinquennal, pour lequel un montant de 450 millions de dollars américains a été alloué à répartir sur la durée du plan.

Année	Huitième plan						Neuvième plan					
	2020	2021	2022	2023	2024	Total	2025	2026	2027	2028	2029	Total
Allocations de financement du commerce (en millions de dollars américains)	150	175	200	225	250	1 000	670	690	710	730	750	3 555

Le montant total des approbations jusqu'en 2025 s'élève à **2 455 millions de dollars américains** pour environ **77 projets relevant du secteur privé**.



Financement du commerce

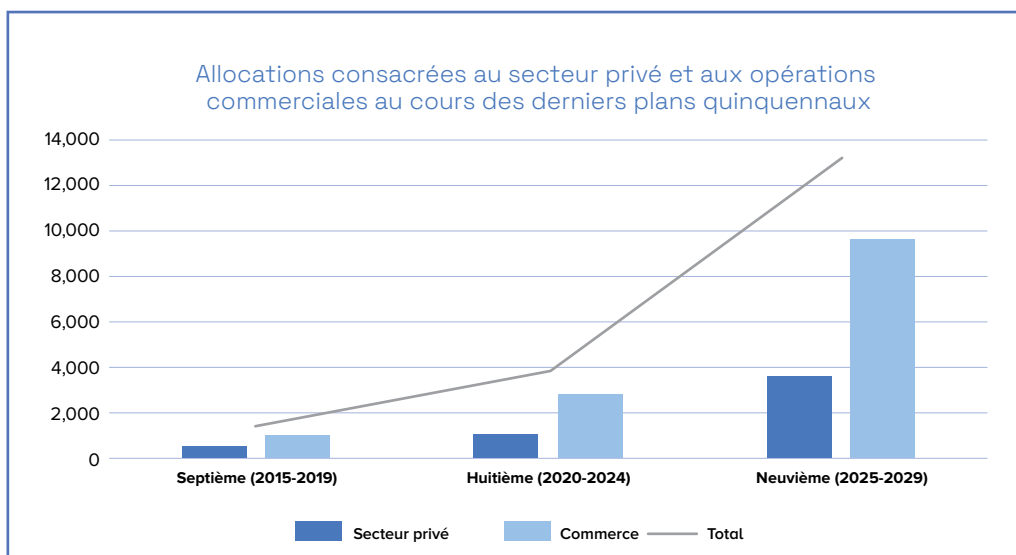
La Banque accorde une attention particulière au soutien des échanges commerciaux entre les régions arabe et africaine, ainsi qu'au commerce intra-africain, compte tenu du rôle déterminant du commerce dans le processus de développement. Celui-ci facilite la circulation des biens et des services, assure la disponibilité des intrants nécessaires aux processus de production et approvisionne les marchés locaux et internationaux en produits essentiels.

Année	Huitième plan						Neuvième plan					
	2020	2021	2022	2023	2024	Total	2025	2026	2027	2028	2029	Total
Allocations au financement du commerce (en millions de dollars américains)	520	540	560	580	600	2 800	1 870	1 890	1 910	1 930	1 950	9 550

Le montant total des approbations jusqu'en 2025 s'élève à **6 729 millions de dollars américains** pour le financement de **94 opérations commerciales**.

Le graphique suivant présente le total des allocations approuvées par la Banque en faveur du secteur privé et des opérations commerciales dans les derniers plans quinquennaux de développement successifs, exprimé en millions de dollars américains. Il met clairement en évidence l'importance que la Banque accorde au rôle joué par le secteur privé et les opérations commerciales dans le développement économique des pays africains.

Plan quinquennal	Septième plan (2015-2019)	Huitième plan (2020-2024)	Neuvième plan (2025-2029)
Secteur privé (millions USD)	450	1 000	3 550
Commerce (millions USD)	1 000	2 800	9 550
Total (millions USD)	1 450	3 800	13 100



Exemples de quelques projets

Histoire de réussite 1 : partenariat pour un impact avec des institutions financières africaines stratégiques

Client: Institution financière régionale africaine

Types d'opérations: lignes de crédit au profit du secteur privé, facilités de financement du commerce, dette hybride / prêts subordonnés, prêts souverains aux pays actionnaires pour soutenir leur participation à l'augmentation du capital de l'institution, financement mixte, prises de participation directes, subventions non remboursables.

Montants approuvés: 100 millions de dollars américains sous forme de dette hybride ; 15 millions de dollars américains sous forme de prêts au secteur privé ; un total de 80 millions de dollars américains sous forme de facilités de financement du commerce ; 400 millions de dollars américains sous forme de prêts souverains destinés à soutenir la contribution des huit États actionnaires à l'augmentation du capital (50 millions de dollars américains pour chaque pays) ; prises de participation directes ; 95 000 dollars américains sous forme de subventions non remboursables destinées au renforcement des capacités.

Piliers stratégiques de la Banque pour 2030: secteur privé et financement du commerce ; infrastructures ; chaînes de valeur agricoles ; développement des petites et moyennes entreprises et entrepreneuriat.



Présentation de l'opération:

Le projet vise à répondre collectivement aux défis du développement en Afrique. À cet effet, plusieurs instruments de financement mixte à long terme ont été mis à la disposition du client, représenté par une institution financière régionale de premier plan, pleinement engagée dans la stratégie de réduction de la pauvreté en Afrique, avec un accent particulier sur la durabilité et l'intégration régionale. Les instruments financiers destinés au secteur privé et au financement du commerce à fort impact ont permis ce qui suit :

Impact direct :

- stimuler l'innovation grâce à la première émission de dette hybride par une banque de développement dans le monde (dette subordonnée d'un montant de 100 millions de dollars américains), ce qui renforcera la base de capital des clients de la Banque et soutiendra sa mission en Afrique ;
- renforcer la sécurité alimentaire par le soutien aux micro, petites et moyennes entreprises, avec un accent particulier sur les chaînes de valeur agricoles et les industries de transformation, à travers une ligne de crédit de 30 millions de dollars américains, constituant l'une des opérations de la Banque en faveur du secteur privé ;
- promouvoir le commerce intra-africain grâce à une facilité de financement du commerce d'un montant de 30 millions de dollars américains ;
- créer un nombre important de nouvelles opportunités d'emploi, en mettant l'accent sur l'autonomisation économique des jeunes et la croissance inclusive.



Impact indirect :

- soutenir les initiatives d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, telles que les projets d'énergie solaire, les pratiques agricoles résilientes et les projets de lutte contre la pollution ;
- scolariser des milliers d'enfants grâce à la construction de nouvelles infrastructures scolaires ;
- améliorer la santé des populations à travers des initiatives d'atténuation des effets de la pandémie de COVID-19 ;
- promouvoir le tourisme local ;
- développer l'économie numérique ;
- construire de nouvelles infrastructures essentielles de transport afin de renforcer l'intégration régionale, entre autres.

Dans le cadre de la fenêtre du secteur public, les instruments souverains à fort impact accordés par la Banque ont été orientés vers:

- le soutien au système financier africain par le renforcement de la base de capital de l'institution dans le cadre de l'augmentation de son capital. À cet effet, chaque État actionnaire a bénéficié d'un prêt souverain de 50 millions de dollars américains destiné à financer sa contribution nationale à l'augmentation du capital de l'institution (prêt souverain assorti de garanties solides), contribuant ainsi au renforcement de la base de capital de celle-ci ;
- la prise de mesures climatiques urgentes à travers la création d'un nouvel incubateur destiné à lutter contre la pollution des océans, grâce à l'octroi d'une subvention non remboursable consacrée au renforcement des capacités.



Histoire de réussite 2

Renforcement de l'industrie du cacao en Afrique

- Client: **Agence nationale.**
- Type d'opération : **Facilité de financement du commerce.**
- Année d'approbation : **2022**
- Montant: **100 millions de dollars américains**
- Piliers stratégiques de la Banque pour 2030: **secteur privé et financement du commerce ; chaînes de valeur agricoles.**
- Objectifs de développement durable des Nations Unies concernés



Présentation de l'opération:

Le cacao constitue une matière première stratégique et fait partie de la vie quotidienne de milliards de personnes à travers le monde. Il est utilisé comme matière première dans une large gamme de produits allant des confiseries et des produits de santé à base de chocolat jusqu'aux cosmétiques naturels. L'Afrique est l'un des principaux acteurs de cette industrie, le continent produisant plus de 75 % du cacao mondial.

Notre client est une entité de premier plan fortement engagée dans la protection de l'environnement et dans la promotion d'une production responsable du cacao. Dans le cadre de sa stratégie environnementale, sociale et de gouvernance, plus de 25 000 petits exploitants agricoles ont été formés à des techniques de production et à des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. En outre, plus de 20 millions d'arbres ont été plantés et les forêts ont été protégées.

Cette opération de financement du commerce vise à soutenir la production de cacao en Afrique selon des pratiques responsables, tout en favorisant une croissance inclusive. Elle a revêtu une importance particulière, notamment en raison de sa contribution au soutien de la reprise économique après la pandémie.

Histoire de réussite 3

Soutien aux opérations de transition climatique en Afrique

- Client: Institution régionale de financement du développement
- Type d'opération : Ligne de crédit au profit du secteur privé
- Années d'approbation : plusieurs années (2015, 2019, 2022)
- Montant : prêts totalisant 82 millions de dollars américains
- Piliers stratégiques de la Banque pour 2030 : secteur privé et financement du commerce et infrastructures ; chaînes de valeur agricoles ; développement des petites et moyennes entreprises et entrepreneuriat.
- Objectifs de développement durable des Nations Unies concernés :



Présentation de l'opération

En tant qu'institution financière axée sur les principes environnementaux, sociaux et de gouvernance, notre client de longue date est fortement engagé dans la lutte contre le changement climatique, la transition vers la neutralité carbone et la promotion d'une croissance respectueuse de l'environnement en Afrique, dans une perspective d'intégration régionale et d'impact sur le développement.

Trois lignes de crédit destinées au secteur privé ont été accordées à cette institution afin de soutenir les micro, petites et moyennes entreprises, le développement du secteur privé, les chaînes de valeur agricoles, l'éducation, l'énergie, les transports et d'autres domaines.

Parmi les principaux projets financés par ses clients figurent notamment :

- la fourniture d'énergie propre à travers des centrales éoliennes ;
- la construction de logements abordables destinés aux ménages à faible revenu ;
- la contribution à la sécurité alimentaire grâce au financement des agriculteurs et des entreprises agricoles, notamment dans les secteurs du café, des produits laitiers, de la culture du thé et des activités commerciales liées à l'agriculture ;
- le soutien à l'une des principales entreprises africaines de fabrication d'équipements médicaux ;
- l'accès à une éducation de qualité pour plus de 1 800 étudiants.

Cette ligne de crédit contribuera à stimuler la croissance inclusive, à créer de nouvelles opportunités d'emploi et à soutenir des projets d'atténuation des effets du changement climatique et d'adaptation à celui-ci.

Histoire de réussite 4

Renforcement de l'intégration commerciale arabo-africaine

- Client : institution africaine de financement du développement.
- Type d'opération : financement du commerce - confirmation de lettre de crédit.
- Année d'approbation : 2019.
- Montant : 63 millions de dollars américains.
- Piliers stratégiques de la Banque pour 2030 : secteur privé et financement du commerce ; chaînes de valeur agricoles.
- Objectifs de développement durable des Nations Unies concernés :



Présentation de l'opération:

Étant donné que la Banque est une institution appartenant aux États arabes et œuvrant au service de la coopération arabo-africaine, elle sert de passerelle aux investissements en provenance du monde arabe vers l'Afrique subsaharienne, et participe activement au renforcement de l'intégration commerciale arabo-africaine dans le cadre de son programme consacré aux exportations arabes.

Cette opération de financement du commerce vise à renforcer la sécurité alimentaire et à stimuler une croissance durable en Éthiopie, à travers le financement des exportations d'une entreprise arabe privée de premier plan dans l'industrie mondiale des engrais vers le ministère éthiopien de l'Agriculture.

Afin de promouvoir une agriculture plus résiliente et durable, les marchandises importées et les produits acheminés vers les coopératives agricoles locales et les petits exploitants agricoles qui produisent des cultures agricoles stratégiques, notamment le café éthiopien, qui constitue l'un des principaux moteurs du produit intérieur brut du pays. La lettre de crédit initiale a été émise par le client, qui est une institution africaine de financement du développement axée sur la durabilité.

Dans le cadre des efforts visant à diversifier les instruments financiers de la Banque, cette première opération de confirmation de lettre de crédit a ouvert la voie à plusieurs opérations ultérieures, renforçant ainsi le commerce arabo-africain et les échanges intra-africains, tout en contribuant à promouvoir une prospérité commune entre le monde arabe et l'Afrique.

Histoire de réussite 5

Conduire la croissance inclusive en Afrique à travers l'investissement à impact

- Client : institution multilatérale de financement en Afrique.
- Type d'opération : secteur privé - ligne de crédit.
- Année d'approbation : 2022.
- Montant : 40 millions de dollars américains.
- Piliers stratégiques de la Banque pour 2030 : secteur privé et financement du commerce ; développement des petites et moyennes entreprises et entrepreneuriat ; infrastructures.
- Objectifs de développement durable des Nations Unies concernés :



Présentation de l'opération:

Notre client est un investisseur à impact disposant d'un solide historique dans la réalisation d'impacts significatifs sur le paysage du secteur privé africain.

La ligne de crédit accordée vise à soutenir notre client dans sa mission consistant à combler le déficit de financement en Afrique, à travers une approche axée sur le développement. Elle sera consacrée au financement de projets durables du secteur privé, afin de produire un impact positif sur la vie des populations.

Parmi les projets stratégiques financés dans le cadre de ce prêt figurent :

- Soutien à l'industrie africaine des technologies financières (fintech) en renforçant l'accès aux services financiers de base grâce aux services bancaires mobiles. Grâce à ce projet innovant, 40 millions de comptes bancaires ont été créés à travers l'Afrique et 60 millions d'utilisateurs ont été connectés aux services financiers mobiles.
- Fourniture continue d'eau potable propre à 24 000 personnes, dont 12 000 jeunes de moins de 15 ans, grâce à la construction de nouveaux puits.
- Éducation des jeunes dans les villages isolés, afin d'aider jusqu'à 12 000 enfants à construire un avenir prometteur grâce à la construction de nouvelles écoles. La réduction de l'écart entre les sexes constitue également un élément central de ce projet, puisqu'au moins 40 % des bénéficiaires seront des filles. Le renforcement des capacités constitue une autre dimension essentielle du projet, à travers la fourniture de livres et d'autres supports pédagogiques pertinents aux écoles afin de promouvoir les normes d'apprentissage les plus élevées.
- Sensibilisation aux questions de santé, avec un accent pratique sur la réduction des maladies infectieuses les plus problématiques sur le terrain, telles que le paludisme, le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) et le sida. Dans le cadre de l'amélioration de la santé des populations, jusqu'à 24 000 personnes bénéficieront de ces campagnes de sensibilisation, dont 12 000 jeunes de moins de 15 ans.
- Soutien à une entreprise privée mettant l'accent sur la création d'emplois. Il est prévu que plus de 800 nouveaux emplois soient créés, avec une forte orientation vers l'autonomisation économique des jeunes.



Histoire de réussite 6

Élargissement des investissements du secteur privé pour soutenir une croissance économique durable

- Client : institution financière africaine.
- Type d'opération : ligne de crédit pour le secteur privé.
- Année d'approbation : 2022.
- Montant : 30 millions de dollars américains.
- Pays : République du Rwanda.
- Piliers stratégiques de la Banque pour 2030 : secteur privé et financement du commerce ; infrastructures.
- Objectifs de développement durable des Nations Unies concernés :



Présentation de l'opération:

Le Rwanda étant l'une des économies à la croissance la plus rapide en Afrique, des efforts importants ont été déployés pour mobiliser les acteurs du secteur privé afin de stimuler la croissance, la diversification et le développement. En tant qu'institution financière majeure axée sur le développement, notre client vise à soutenir les entreprises du secteur privé ainsi que les entreprises commerciales appartenant à l'État au Rwanda, à travers une ligne de crédit destinée au secteur privé.

L'amélioration de l'impact social constitue un élément central de cette opération. En 2023, plus de 800 entreprises privées ont bénéficié de ce financement, ce qui a permis la création de plus de 1 800 nouveaux emplois (89 % directs et 11 % indirects), dont plus de 30 % contribuent à l'autonomisation économique des femmes. Les principaux secteurs ciblés jusqu'à présent sont le logement, l'éducation, l'industrie manufacturière et l'énergie.

Cette ligne de crédit contribuera, à terme, à renforcer le rôle du secteur privé dans la reprise économique du pays après la pandémie, tout en stimulant la croissance inclusive.

Histoire de réussite 7

Façonner l'avenir de l'entrepreneuriat en Afrique

- Client : Kigali Innovation City.
- Types d'opérations : financement mixte (secteur privé et prêts souverains).
- Année d'approbation : 2023.
- Montant du financement mixte :
 - financement du secteur privé : 20 millions de dollars américains ;
 - prêt souverain au secteur public : 20 millions de dollars américains.
- secteur privé et financement du commerce ; développement des petites et moyennes entreprises et entrepreneuriat ; infrastructures
- Objectifs de développement durable des Nations Unies concernés :



Présentation de l'opération:

Le Gouvernement du Rwanda et Africa50 (institution majeure de financement du développement axée sur les infrastructures) ont structuré le projet Kigali Innovation City sous la forme d'un partenariat public-privé. En tant que ville intelligente et pôle technologique, l'initiative vise à réunir des universités locales et internationales, des entreprises technologiques et de biotechnologie ainsi que d'autres parties prenantes, afin de stimuler l'innovation et de renforcer l'écosystème de l'entrepreneuriat africain.

Dans le but de soutenir la croissance économique au Rwanda à travers la transformation numérique, la Banque a appuyé ce projet technologique innovant et a fourni un financement mixte, à travers ses guichets du secteur public et du secteur privé, pour financer la construction d'un incubateur de start-ups et des infrastructures associées, dans le cadre du projet Kigali Innovation City.

Avec un accent particulier mis sur la jeunesse, ce projet devrait créer jusqu'à 50 000 emplois et transformer les idées d'entreprises innovantes en réalités, contribuant ainsi à accélérer la transformation économique et à façonner l'avenir de l'entrepreneuriat en Afrique.

Ligne de crédit en faveur d'une institution financière pour le financement du secteur privé en Côte d'Ivoire



Ce financement permettra à l'institution financière de poursuivre et de renforcer son soutien à ses clients, entreprises et institutions du secteur privé en Côte d'Ivoire. Grâce à la mise à disposition de ce financement essentiel, la Banque pourra apporter un appui accru à ses clients afin de stimuler la croissance et le développement économique dans divers secteurs.

En outre, ce financement permettra à la banque d'allouer des ressources supplémentaires à des initiatives nationales majeures, telles que le programme de logement social, qui vise à répondre à la demande croissante de logements abordables. Ces ressources seront également orientées vers d'autres secteurs prioritaires d'une importance capitale pour le progrès social et économique du pays, renforçant ainsi le rôle de la banque dans le soutien au développement durable et l'amélioration du niveau de vie des citoyens.

Ligne de crédit en faveur d'une institution financière pour soutenir le secteur privé au Libéria :

Cette ligne de crédit vise à stimuler le développement du secteur privé au Libéria en fournissant le financement nécessaire aux initiatives du secteur privé dans le pays. En favorisant la croissance et l'investissement dans les secteurs clés, cette initiative constitue un facteur essentiel pour la réalisation des objectifs stratégiques de développement du Libéria.

La ligne de crédit soutiendra des projets de développement à fort impact, en mettant l'accent sur des secteurs vitaux tels que l'agriculture et l'industrie, contribuant ainsi à une croissance économique durable et à la création d'emplois.

Opération d'escompte de lettres de crédit pour plusieurs banques en Éthiopie :

Cette opération s'inscrit pleinement dans la stratégie de la Banque à l'horizon 2030 et relève des piliers fondamentaux de son plan stratégique pour 2030, qui vise à soutenir le secteur privé et le commerce à travers le programme de financement des exportations arabes.

Cette opération concernera plusieurs banques éthiopiennes et aura pour objectif principal de soutenir les exportations arabes et de renforcer la participation de la Banque dans l'émission, la confirmation et l'escompte des lettres de crédit, dans le cadre des produits de financement du commerce qu'elle propose pour les opérations financées et non financées. Cette opération jouera un rôle central et direct dans le renforcement de la stabilité et de la durabilité de l'économie éthiopienne. En garantissant la disponibilité de biens stratégiques, elle soutiendra les activités économiques essentielles, en particulier dans des secteurs vitaux tels que l'agriculture et l'exploitation minière. Ces secteurs constituent l'épine dorsale de l'économie nationale ; en renforçant leurs chaînes d'approvisionnement, la Banque pourra accroître la productivité, stimuler la croissance et contribuer au renforcement de la résilience économique globale de l'Éthiopie.



Ligne de crédit en faveur de la République togolaise:

Cette opération constitue un instrument majeur pour stimuler la croissance économique et le développement au Togo. Elle contribuera à répondre aux besoins essentiels du pays en assurant la disponibilité de biens et de matières stratégiques, soutenant ainsi des secteurs vitaux tels que l'agriculture, l'industrie et l'exploitation minière. Plus précisément, ce financement facilitera la fourniture d'intrants de production, ce qui encouragera les investissements locaux et renforcera la production agricole ainsi que la sécurité alimentaire. Par ailleurs, il soutiendra les industries locales, réduira la dépendance à l'égard des importations, atténuera la pression exercée sur les réserves en devises étrangères et améliorera la balance commerciale.

Outre le renforcement de la balance des paiements et l'augmentation des réserves en devises, ce financement contribuera à consolider la stabilité économique et à améliorer la capacité du Togo à faire face aux chocs extérieurs. L'impact attendu sur le taux de croissance du pays devrait être significatif. Les résultats prévus comprennent une réduction du taux de chômage de 5,2 % à 4,5 %, une augmentation de la contribution du secteur industriel au produit intérieur brut de 20 % à 25 %, ainsi qu'une hausse du volume des exportations de 2,1 milliards de dollars américains à 2,8 milliards de dollars américains. Ces améliorations joueront un rôle déterminant dans l'accélération du développement économique global du Togo et dans le renforcement de sa durabilité à long terme.

Perspectives futures

Il est essentiel que la Banque intègre les principales leçons tirées de ses expériences passées dans la conception renouvelée de ses interventions afin de répondre aux défis auxquels sont confrontés les pays bénéficiaires. Dans ses opérations et ses activités de prêt, la Banque finance régulièrement des investissements et des dépenses contribuant à la réalisation des engagements de développement des pays bénéficiaires. En outre, la Banque peut renforcer ses services en proposant des solutions de financement à long terme visant à combler les déficits de financement, tout en évitant d'entrer en concurrence avec les banques commerciales, afin de soutenir les objectifs du secteur privé dans les pays bénéficiaires.

À l'avenir, l'action de la Banque se concentrera notamment sur les domaines suivants, dans lesquels son expérience et son savoir-faire ont démontré leur efficacité tant en termes de rendement financier que d'impact sur le développement :



Agro-industrie : soutien à la productivité agricole, développement de modèles d'entreprises inclusifs, intégration des chaînes de valeur, inclusion économique, création de valeur ajoutée locale et exportation, adaptation au changement climatique et durabilité environnementale



Développement des entreprises : exploration, identification et conception de nouveaux produits financiers destinés au portefeuille d'opérations à long terme de la Banque, en mettant l'accent sur l'élargissement de la préparation des projets afin de créer des projets bancables dans différents secteurs et pays.



Énergie : mise en place d'infrastructures énergétiques respectueuses de l'environnement, durables, résilientes et inclusives, et amélioration de l'accès universel à l'énergie.



Infrastructures environnementales : soutien aux technologies avancées et aux modèles de mise en œuvre innovants, et renforcement de la participation du secteur privé dans le secteur des infrastructures environnementales grâce à l'augmentation des financements et à la mobilisation de ressources en faveur des clients du secteur privé.



Financement : élargissement de l'accès au financement, en particulier pour les populations à faible revenu (microfinance et financement du logement) ainsi que pour les micro, petites et moyennes entreprises.



Technologies de l'information et de la communication : soutien à l'extension et à la modernisation des infrastructures des réseaux de télécommunications afin de fournir des services durables et abordables, de réduire les disparités entre zones urbaines et rurales ainsi qu'entre les sexes, et de favoriser la création d'emplois, le développement des compétences et le renforcement de la compétitivité.



Commerce:

- faciliter les échanges commerciaux en comblant les lacunes du marché et en atténuant les risques qui y sont associés ;
- développer et renforcer les instruments de financement du commerce afin de faciliter les transactions internationales ;
- assurer la coordination et la cohérence des politiques commerciales aux niveaux national et régional ;
- harmoniser les cadres réglementaires afin de créer un environnement plus transparent et prévisible pour les entreprises ;
- renforcer les capacités des institutions publiques chargées de promouvoir, réglementer et faciliter le commerce ;
- fournir formation et appui aux entreprises, en particulier aux petites et moyennes entreprises, afin d'accroître leur capacité à participer au commerce international ;
- soutenir et participer à la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA) en vue de créer un marché unifié des biens et des services à l'échelle du continent.



Stratégie opérationnelle : La Banque doit poursuivre ses investissements de manière à garantir que son mandat de développement prime sur la génération de rendements financiers. Cet objectif est atteint en ciblant les régions, les secteurs ou les clients qui présentent les besoins les plus importants ou l'impact de développement le plus élevé.

Grâce à ses partenariats solides avec les acteurs du marché et les institutions financières, à sa crédibilité élevée auprès des pays bénéficiaires et des investisseurs du secteur privé, ainsi qu'à une équipe hautement qualifiée de spécialistes du secteur bancaire et industriel, la Banque est en mesure de jouer un rôle majeur dans le soutien au secteur privé et aux opérations de financement du commerce dans les pays d'Afrique subsaharienne. Elle contribuera ainsi à assurer un rôle actif du secteur privé dans les économies des pays bénéficiaires de ses financements.



la Banque est en mesure de jouer un rôle majeur dans le soutien au secteur privé et aux opérations de financement du commerce dans les pays d'Afrique subsaharienne





Le bureau principal
**BANQUE ARABE POUR
LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE**
Tour Al-Amiriya, district d'Al-Olaya,
route King Fahd, numéro de bâtiment 7922,
sous-numéro 4091,code postal 12333
Riyad - Arabie Saoudite
Tel : +966-112881180
Fax : +966-112881181
E-Mail: badea@badea.org

Bureau du Caire:
**BANQUE ARABE POUR
LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE**
AFREXIMBANK, 72B El-Maahad El-Eshteraky,
El-Montaza, Heliopolis(7),
Cairo Governorate 11341
Arab Republic of Egypt
Tel/Fax : 20-2-4502021
E-Mail: badea@badea.org

www.badea.org

